



MINISTÈRE DES SPORTS

DIRECTION DES SPORTS
SOUS-DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE
Bureau de la protection du public,
de la promotion de la santé
et de la prévention du dopage
DS/B2/GCT/N°2012-08 000084

Affaire suivie par : Geneviève CHABERT-THOMAS
☎ : 01 40 45 94 16
E-mail : genevieve.chabert-thomas@jeunesse-sports.gouv.fr

Paris, le 20 FEV. 2012

Le Directeur des sports
à

Mesdames et Messieurs
les Directeurs Régionaux de
la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale

Objet : Prélèvements invasifs sur les mineurs et majeurs protégés lors d'un contrôle antidopage

Les contrôles antidopage sur mineurs ou majeurs protégés concernant des prélèvements invasifs (prélèvements sanguins ou de phanères) posent des questions juridiques que certaines fédérations sportives agréées, avec l'aide des Directions Régionales de la jeunesse et des sports et de la cohésion sociale, ont souhaité prendre en compte en élaborant des formulaires d'autorisation parentale à faire signer par les parents des jeunes licenciés. Aussi, en liaison avec l'Agence française de lutte contre le dopage, il est apparu impératif de proposer aux fédérations un modèle homogénéisé, au niveau national, permettant également aux parents qui ne souhaiteraient pas signer cette autorisation parentale de prendre connaissance des conséquences de ce refus en termes de sanctions disciplinaires pour leur enfant mineur. La situation des majeurs protégés est traitée de la même manière par le formulaire qui est proposé aux fédérations sportives agréées.

Les dispositions de l'article R. 232-52 du code du sport prévoient que **tout prélèvement effectué dans le cadre d'un contrôle antidopage nécessitant une technique invasive ne peut être effectué par le préleveur qu'au vu d'une autorisation écrite de la ou des personnes investies de l'autorité parentale ou du représentant légal du mineur ou majeur protégé**. Ce qui n'est pas le cas pour les prélèvements urinaires qui ne constituent pas des prélèvements invasifs. **Il existe donc une interdiction de principe, pour le préleveur, de prélever du sang ou tout autre prélèvement invasif, comme les cheveux, les poils ou les ongles, sur un mineur ou un majeur protégé qui n'est pas nanti d'une autorisation parentale en ce sens. C'est au préleveur qu'il incombe de vérifier que cette autorisation figure dans le dossier du sportif contrôlé.**

La dernière phrase de l'article R. 232-52 précise que l'absence d'autorisation « est constitutive d'un refus de se soumettre aux mesures de contrôle ». Ainsi, il convient de souligner que **l'absence de signature équivaut, en cas de contrôle, à un refus de se soumettre à ce contrôle**. Aux termes de l'article 10.3.1 du CMA 2009, ce manquement à une règle antidopage est susceptible de donner lieu, en principe, à une sanction d'interdiction de participer à une compétition pendant une durée de 2 ans.

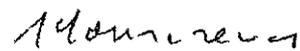
Le formulaire proposé comporte deux parties :

- la première consiste en l'autorisation parentale de procéder à tout prélèvement nécessitant une technique invasive, que le représentant légal aura la faculté de signer,
- la seconde prend acte de la non-signature, le cas échéant, du représentant légal, et vaut reconnaissance par celui-ci de la sanction encourue par le ou la licencié(e) qu'il représente en cas de contrôle antidopage consistant en un prélèvement invasif.

De cette façon, la fédération sera nantie de la reconnaissance du représentant légal, dans la partie du formulaire intitulé « absence de signature de l'autorisation parentale », de ce que ce défaut d'autorisation sera constitutif, s'il y a contrôle antidopage invasif du licencié, d'un refus de se soumettre imputable à l'enfant mineur ou au majeur protégé, susceptible d'entraîner des sanctions disciplinaires à l'égard du licencié.

Vous trouverez ci-joint le formulaire que j'ai adressé aux fédérations sportives agréées, à qui il est demandé de mettre en place progressivement d'ici la fin de l'année scolaire 2011-2012 ce nouveau formulaire en visant, en tout état de cause, l'usage de ce formulaire par l'ensemble des fédérations sportives agréées dès la rentrée scolaire 2012.

Le directeur des sports



Richard MONNEREAU